

Unité interdépartementale Cantal/Allier/Puy de Dôme
7 rue Léo Lagrange
63000 Clermont-Ferrand

Clermont-Ferrand, le 09/06/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 31/05/2022

Contexte et constats

Publié sur



TMS INTERNATIONAL FRANCE

Parc Européen d'Entreprises, ZA de la Gravière
avenue Hector Berlioz
63200 RIOM

Références : 20220609-RAP-63-0682-TMS-Riom-Autorisation-V2.odt

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 31/05/2022 dans l'établissement TMS INTERNATIONAL FRANCE implanté Parc Européen d'Entreprises, ZA de la Gravière avenue Hector Berlioz 63200 RIOM. L'inspection a été annoncée le 12/05/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- TMS INTERNATIONAL FRANCE
- Parc Européen d'Entreprises, ZA de la Gravière avenue Hector Berlioz 63200 RIOM
- Code AIOT dans GUN : 0003200716
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED - MTD

La société TMS International France est prestataire de service au sein des usines de production d'acier.

Les activités principales sont :

- la réception des laitiers
- le stockage en casiers de maturation
- le criblage et le concassage
 - les opérations de traitement sur le JIG, technique de séparation densimétrique d'un lit de granulats par des flux ascendants et descendants d'eau, provoquant ainsi une séparation selon la masse volumique des grains
- le stockage des laitiers valorisables avant expédition.

Début 2021, un porter à connaissance a été adressé à l'inspection afin de prendre en compte les

modifications apportées aux installations de stockage et de traitement de laitiers depuis le démarrage des installations en 2017 ainsi que les mesures compensatoires envisagées. L'arrêté préfectoral complémentaire du 7 juillet 2021 actualise ces modifications.

Également dans le cadre de l'actualisation de la situation administrative comprenant l'activité des deux sites TMS du Pôle Européen d'Entreprises de Riom, l'exploitant a présenté en mars 2021 le calcul du montant des garanties financières qui ont fait l'objet d'un arrêté préfectoral en date du 27 mai 2021.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Suites de l'inspection précédente et le suivi des déchets.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suites, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>précédente</u> inspection (1)
Volume autorisé	AP Complémentaire du 07/07/2021, article 1.2.1	/	Lettre de suite préfectorale
Durée de stockage	AP Complémentaire du 07/07/2021, article 7.3	/	Lettre de suite préfectorale
Installations autorisées	AP Complémentaire du 07/07/2021, article 1.2.4	/	Lettre de suite préfectorale

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suites

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Origine des déchets	AP Complémentaire du 07/07/2021, article 1.2.3	/	Sans objet
Réception des déchets	AP Complémentaire du 07/07/2021, article 7.1	/	Sans objet
Auto-surveillance	AP Complémentaire du 07/07/2021, article 3.1.1	/	Sans objet
Valeurs limites d'émergence	AP Complémentaire du 07/07/2021, article 6.1	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Du fait des conditions d'exploitation et économique observées durant les 2 dernières années et notamment des difficultés pour trouver un exutoire aux produits valorisés auprès de la filière des travaux publics, l'exploitant dépasse la quantité et la durée de stockage des laitiers autorisés sur le site.

L'installation est saturée et augmente la probabilité d'un incident voire d'un accident. Malgré tout, l'exploitant indique depuis ce début d'année une amélioration de la situation qui devrait perdurer dans les prochains mois. En effet, sur les 5ers mois de 2022, la société TMS a déjà valorisé et sorti 5 400 tonnes de laitiers (3167 tonnes sortis en 2021) et prévoit de sortir 20 000 T. de laitiers valorisés cette année.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Origine des déchets

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 07/07/2021, article 1.2.3
Thème(s) : Risques chroniques, Déchets
Prescription contrôlée : Les déchets acceptés sur le site sont des laitiers, des sables et réfractaires provenant d'aciéries, classés dans les rubriques déchets 10 02 02 et 16 11 04. Ces déchets à traiter proviennent des sites : - Aubert & Duval aux Ancizes (63770), - Aubert & Duval à Firminy (42700) - Aubert & Duval à Imphy (58160) et - Erasteel et Valmet à Commentry (03600) . Dans le cas où l'exploitant souhaiterait traiter des déchets provenant d'autres aciéries, il devra au préalable obtenir l'accord du Préfet du Puy-de-Dôme.
Constats : Les laitiers et réfractaires à valoriser proviennent exclusivement des aciéries des Ancizes et de Commentry. L'exploitant indique vu les quantités travaillées sur le site, ne pas envisager de s'approvisionner en laitiers auprès des 2 autres aciéries Aubert&Duval.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Volume autorisé

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 07/07/2021, article 1.2.1
Thème(s) : Risques chroniques, Nature des installations
Prescription contrôlée : Le volume maximum autorisés de laitiers et co-produits d'aciéries est de 14 000 m ³ .
Constats : Au 20 mai 2022, l'exploitant indique stocker sur le site considéré 33 607 tonnes de laitiers et autres produits provenant d'aciéries soit environ 18 600 m ³ . Ce dépassement du volume stocké autorisé provient selon l'exploitant de la baisse conséquente (près de 80%) des déchets traités et sortis du site en 2021 (3 167 T.) par rapport à 2020 (13 757 T). Cela en considérant que l'installation a reçu en 2021 15052 T. de déchets provenant des aciéries, soit une hausse de 10 % par rapport à 2020. L'exploitant devra prendre les dispositions pour respecter sous 6 mois les capacités maximales autorisées du site.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Nom du point de contrôle : Réception des déchets

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 07/07/2021, article 7.1
Thème(s) : Risques chroniques, Déchets
Prescription contrôlée : Une procédure d'admission des déchets est mise en place : une fiche d'identification est établie par le producteur initial du déchet. Elle est valable un an. Seuls les déchets accompagnés d'un certificat d'acceptation préalable et d'un bordereau de suivi conforme à celui de l'arrêté du 29 juillet 2005 modifié peuvent être reçus sur l'installation. Un registre chronologique où sont consignés tous les déchets entrant dans l'installation et sortant du site est tenu à jour : le contenu de ce registre est fixé en référence à l'arrêté ministériel du 29 février 2012.
Constats : L'exploitant montre en séance un exemplaire du certificat d'acceptation préalable. L'assistante QSE présente en permanence sur le site, saisit numériquement le registre chronologique des déchets entrants et sortants. L'exploitant présente la copie du registre des déchets entrants et sortants pour le mois de mai 2022.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Durée de stockage

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 07/07/2021, article 7.3
Thème(s) : Risques chroniques, Déchets
Prescription contrôlée : Les produits valorisables sont stockés dans : – des casiers modulables et fermés sur trois côtés par des écrans en béton de 4 mètres de haut au nord, de capacité maximale 200 et 600 tonnes, dédiés au stockage des réfractaires-poterie et des métaux en attente de récupération par les clients ; – la plate-forme au nord-ouest, de capacité maximale 4 000 tonnes pour les laitiers recomposés en fonction de leur granulométrie (granulats de diamètre compris entre 0 et 40 mm); La durée d'entreposage des produits valorisables ne dépasse pas 3 ans.
Constats : L'exploitant dispose les produits valorisés dans les casiers au nord du site, sur la plate-forme au nord ouest ainsi que sur les 2 zones de stockages temporaires Z1 et Z2 autorisés. Toutefois, du fait de la faible quantité de déchets valorisés sortie en 2021 (3167 T.), des lots de laitiers valorisés sont stockés anarchiquement sur le site. De fait, des lots valorisés dépassent ou vont dans les mois prochains dépasser la durée de stockage maximum autorisée. L'inspection comprend les remarques de l'exploitant indiquant les difficultés d'exutoires des produits valorisés considérant les conditions économiques ces 2 années précédentes. Il est demandé à l'exploitant de procéder sous 6 mois à l'évacuation de tous les lots valorisés dépassant la durée de stockage de 3 ans et de respecter les dispositions réglementaires de stockage.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Nom du point de contrôle : Installations autorisées

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 07/07/2021, article 1.2.4
Thème(s) : Risques accidentels, Installation
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>En arrivant sur le site les camions déchargent les laitiers à valoriser au niveau d'une fosse béton constituée :</p> <ul style="list-style-type: none">– d'un quai de déchargement – plateforme bétonnée terminée par une butée de haut,– d'une fosse de vidange d'une capacité totale de 18 m³ équipée d'une rampe d'arrosage automatique afin de limiter les envois de poussières ;– d'une piste présentant une pente destinée à la reprise des laitiers à la pelle mécanique et leur transport jusqu'aux casiers de maturation. <p>Les laitiers sont ensuite transférés au niveau des casiers de maturation modulables installés en limite de propriété sud-est du site, de capacité totale d'environ 9 000 m³ et au niveau d'un casier de maturation de capacité d'environ 12 000 m³ (3 000 m²) au sud-ouest sur la parcelle YK n° 244. Après maturation (jusqu'à 12 mois), les laitiers subissent une opération de criblage au niveau d'une installation mobile avant d'être traités par principe de séparation densimétrique (système de traitement par décantation) qui est implanté au centre du site.</p> <p>Les boues issues des opérations de séparation densimétrique sont collectées et séchées au niveau de fosses localisées en limite de propriété nord-est du site (fosses pouvant contenir environ 500 tonnes, 1000 tonnes au maximum).</p> <p>Les laitiers ainsi traités et devenus valorisables en technique routière, sont stockés au niveau de la plate-forme imperméable de stockage tampon de 1200 m² et des casiers modulables d'un volume total d'environ 3000 m³ en limite de propriété nord-ouest du site.</p> <p>Afin de collecter les eaux pluviales et les eaux issues des installations de traitement des laitiers, un bassin d'orage est aménagé à l'angle sud du site. Ce bassin a une capacité de 2 000 m³ environ. Également, une cuve enterrée d'une capacité de 8 000 litres récupère les eaux souillées par les éléments organiques des laitiers de la zone de stockage au nord-ouest et est régulièrement vidangée pour rejeter les eaux collectées dans le bassin d'orage aménagé à l'angle sud du site.</p> <p>Constats : Les laitiers mûrissent dans 9 casiers au sud-est du site. Du fait de l'expansion des produits lors de la maturation, le casier béton à l'extrême est subit une poussée et commence à basculer.</p> <p>Aussi, il est constaté à l'est du site considéré, sur une zone non autorisée un stock provenant de l'aciérie des Ancizes depuis Novembre 2021.</p> <p>Les boues des fosses du JIGG ne sont pas éliminées en centre de traitement mais sont récupérées et mélangées aux fines de laitiers pour la recombinaison des lots valorisés.</p> <p>Toutefois, il est constaté des boues entreposées sur la zone de stockage tampon au nord-ouest du site dédiée à l'entreposage des laitiers valorisés.</p> <p>Procéder sous 6 mois à l'évacuation des boues de la zone de stockage au nord-ouest du site, du stock de laitiers entreposés devant les casiers de maturation et reprendre les blocs béton qui basculent situés à l'extrémité est des casiers de maturation.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Nom du point de contrôle : Auto-surveillance**Référence réglementaire :** AP Complémentaire du 07/07/2021, article 3.1.1**Thème(s) :** Risques chroniques, Émissions de poussières**Prescription contrôlée :**

L'exploitant met en place un réseau de mesures de retombées des poussières atmosphériques dans l'environnement et un plan de surveillance des émissions de poussières. Le plan est annexé au présent arrêté.

Ce plan décrit notamment les zones d'émission de poussières, leur importance respective, les conditions météorologiques et topographiques sur le site, le choix de la localisation des stations de mesure ainsi que leur nombre. Ce plan de surveillance est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Le plan de surveillance comprend :

au moins une station de mesure témoin correspondant à un ou plusieurs lieux non impactés par l'exploitation du site (a),

le cas échéant, une ou plusieurs stations de mesures implantées à proximité immédiate des premiers bâtiments accueillant des personnes sensibles (centre de soins, crèche, école) ou des premières habitations situées à moins de 1 500 mètres des limites de propriétés de l'exploitation, sous les vents dominants (b),

une ou plusieurs stations de mesure implantées en limite de site, sous les vents dominants (c).

À cet effet, des dispositifs de collectes, jauges Owens répondant à la norme en vigueur NFX 43-014, ou dispositif équivalent proposé par l'exploitant et soumis à l'avis de l'inspection des installations classées, sont implantés autour du périmètre des installations autorisées. Cette implantation tient compte des vents dominants et des cibles potentielles.

Le plan d'implantation avec les éléments de justification ainsi que l'exploitation de ce dispositif sont préalablement soumis à l'avis de l'inspection des installations classées.

Une campagne de mesure est à effectuer avant le début effectif des travaux pour permettre d'évaluer l'état initial des retombées des poussières en limite du site, puis, après le début de l'exploitation, a minima avec une surveillance trimestrielle sur des périodes de 30 jours, en période sèche et d'activité représentative. La fréquence de surveillance pourra être adaptée en fonction des résultats des deux premières années.

Les mesures et analyses sont effectuées par un organisme agréé dont le choix sera communiqué préalablement à l'Inspection. Les résultats des mesures et analyses sont transmis à l'inspection et comprennent tout commentaire utile sur les événements ayant pu influencer les mesures.

Les mesures des retombées atmosphériques totales portent sur la somme des fractions solubles et insolubles. Elles sont exprimées en $\text{mg/m}^2/\text{jour}$.

L'objectif à atteindre est de $350 \text{ mg/m}^2/\text{jour}$ en moyenne annuelle glissante pour chacune des jauges installées en point de type (b) du plan de surveillance.

En cas de dépassement, et sauf situation exceptionnelle qui sera alors expliquée dans le bilan annuel, l'exploitant informe l'inspection des installations classées et met en œuvre rapidement des mesures correctives.

Chaque année, l'exploitant établit un bilan des mesures réalisées. Ce bilan annuel reprend les valeurs mesurées. Elles sont commentées sur la base de l'historique des données, des valeurs limites, des valeurs de l'emplacement témoin, des conditions météorologiques et de l'activité et de l'évolution de l'installation. Il est transmis à l'inspection des installations classées au plus tard le 31 mars de l'année suivante.

Constats : L'installation autorisée a fait l'objet d'une surveillance trimestrielle en 2021 des retombées de poussières.

Les valeurs, pour les 5 jauges situées en limite de site et proches des habitations, sont conformes aux valeurs mentionnés à l'arrêté préfectoral hormis les valeurs de la jauge n°2 en limite de site qui dépassent les moyennes annuelles glissantes sur les 2 premières campagnes 2021 (511 et 544 $\text{mg/m}^2/\text{j}$ pour 500 max) du fait de la très forte valeur relevée lors de la campagne du 3e trimestre 2020 (1413 $\text{mg/m}^2/\text{j}$).

Type de suites proposées : Sans suite**Proposition de suites :** Sans objet

Nom du point de contrôle : Valeurs limites d'émergence

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 07/07/2021, article 6.1
Thème(s) : Risques chroniques, Bruits
Prescription contrôlée : Les émissions sonores dues aux activités des installations ne doivent pas engendrer une émergence supérieure aux valeurs admissibles fixées dans le tableau ci-après, dans les zones à émergence réglementée.
Constats : Le bureau de contrôle a réalisé en janvier 2022 l'étude d'impact sonore du site autorisé au titre de l'année 2021. La mesure de bruit en limite de propriété et les valeurs d'émergence sont conforme à l'arrêté préfectoral.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet